

VIVE LA SOLIDARITÉ des travailleurs français et algériens

Vendredi 22, deux « galonnés » (gardiens usine chargés de la surveillance intérieure) se présentent aux Fonderies, priant un jeune ouvrier algérien, Ben Nacef, bien connu des travailleurs de ce département en tant que militant C.G.T. et ex-délégué, de se rendre au Bureau d'embauche, situé, signalons-le, en dehors de l'usine. La ficelle est un peu grosse car, que peut bien vouloir le Bureau d'embauche à Ben Nacef, qui mérite l'escorte de deux gardiens, et ne peut être transmis normalement à l'intéressé par la voie hiérarchique de son chef d'atelier? Dans le passé, plusieurs arrestations d'Algériens se sont produites de cette façon. On prétendait que l'ouvrier était convoqué par le Bureau d'embauche et sitôt en dehors de l'usine, une Frégate noire de la police happait le malheureux qui n'y comprenait goutte. Ben Nacef refusa de s'y rendre, s'il n'était accompagné d'un délégué et du secrétaire syndical C.G.T.

Les ouvriers des Forges et Fonderies, Algériens et Français, voyant les gardiens, s'attroupèrent, cessèrent le travail, et firent comprendre aux gardiens qu'il valait mieux ne pas insister, menaçant de débrayer si on touchait à leurs camarades. Les ouvriers de ces départements étaient de robustes gaillards avec lesquels il vaut mieux ne pas plaisanter, force fut aux gardiens de battre en retraite, tout penauds... Quant à la Frégate noire, elle a dû attendre longtemps sa proie, la solidarité des ouvriers présents ayant permis qu'il se « volatilisât »... Il fallait voir ensuite la joie sur les visages des ouvriers, Algériens comme Français, heureux d'avoir protégé leurs camarades, et « possédé à la fois la Direction de la Régie et les flics! ».

Ces ouvriers montrent la voie à suivre et comment la lutte contre la sale guerre d'Algérie peut revêtir une forme concrète et souder, dans une solidarité prolétarienne réelle, les travailleurs français et algériens. L'Humanité a consacré un mince entrefilet à ce petit fait, et le journal C. G.T. de l'entreprise un petit article, ce qui est bien peu, eu égard à la signification politique d'une telle action, et sa valeur d'exemple méritant d'être largement popularisée.

Par ailleurs, le syndicat C.G.T. Renault a organisé le 13 février une réunion « pour la paix en Algérie et protestant contre le sauvage bombardement de Sakiet ». La préparation n'avait pas été fameuse, il y eut néanmoins de 120 à 150 ouvriers présents, dont plusieurs dizaines d'Algériens. Prirent la parole un secrétaire de la C.G.T.; un Algérien membre du Bureau du Syndicat C. G.T., qui souligna la nécessité de l'union entre travailleurs algériens et français, unis contre le même exploiteur, et fit un petit exposé sur le thème « l'Algérie n'est pas la France et ne l'a jamais été »; Stibbe, avocat de nombreux Algériens emprisonnés, qui mit en évidence les multiples irrégularités des procès, jugements, et l'ampleur de la répression, et un jeune ouvrier, retour d'Algérie, qui porta un témoignage terrible sur les atrocités commises en Algérie.

Ce jeune ouvrier, sans aucun effet oratoire, fit une intervention qui bouleversa son auditoire, particulièrement quand il dit sa honte et son dégoût d'avoir participé à la répression, malgré lui: « Mais que faire? »... — Il conclut: « Main-tenant, quand je vois un Algérien, j'ai honte. » et je demande pardon à ceux qui sont dans « cette salle pour ce qu'on a fait... J'ai compris « depuis, qu'Alban Liéchi et les autres soldats « ont eu raison de refuser de se battre contre « le peuple algérien... C'est sans doute dur, des « mois et des années de prison, mais c'est encore « moins moche que ce qu'on fait là-bas. ET « C'EST ÇA QU'IL AURAIT FALLU FAIRE! »

La honte de ce jeune ouvrier, les multiples actions individuelles, sporadiques, mesurent toute la responsabilité des organisations ouvrières qui n'ont su ni utiliser le mécontentement, les actions des jeunes appelés et rappelés (Grenoble, la caserne de Rouen, les multiples manifestations de soldats du printemps 1956), ni ORGANISER, ni PRENDRE LA DIRECTION DE CETTE LUTTE, LA PLUS EFFICACE CONTRE la guerre d'Algérie.

Cinq années de «

A l'enterrement de Staline, ses principaux lieutenants firent des déclarations de fidélité. Mais bientôt le monde apprit que le « complot des médecins » n'avait été qu'une machination policière, que les médecins eux-mêmes avaient été libérés, et qu'on ne tolérerait plus des « violations flagrantes de la légalité soviétique ». On sentait que quelque chose bougeait en U.R.S.S. Ce sentiment n'a pas été démenti depuis lors.

LA FIN DE L'AUTOCRATIE

Aucune société connue jusqu'à ce jour n'a consisté d'une masse de parias d'un côté et d'un seul maître — fût-ce un petit groupe de maîtres — de l'autre. Si une classe dominante est numériquement très restreinte, elle doit pour le moins pouvoir régner par la terreur. Cette terreur présuppose des instruments humains, qui doivent recevoir suffisamment de privilèges pour remplir une fonction peu attrayante. Toute société de classe a donc toujours été une société stratifiée, dans laquelle de nombreuses couches intermédiaires séparent la masse des producteurs d'une part et les maîtres suprêmes de l'autre.

Ce qui est vrai pour les classes dominantes l'est encore plus pour la bureaucratie soviétique, précisément parce qu'elle n'est pas une classe indispensable au système de production, mais une excroissance que des conditions exceptionnelles favorisèrent pour un temps. Celle-ci ne put sauvegarder son pouvoir et ses privilèges qu'en créant de nombreuses couches privilégiées, plus ou moins à son image, au sein de la paysannerie et du prolétariat. Entre la misérable balayeuse de neige qui gagnait 300 roubles par mois et le maréchal Boulganine qui possédait limousines et écuries de chevaux de course, il y avait une infinité de couches intermédiaires — des ouvriers qualifiés aux artistes et ballérinas privilégiés — dont le sort différait autant des prisonniers des camps de travail forcé — les parias de la Russie stalinienne — que de celui des sommets de la pyramide.

Lorsque la situation économique est favorable, que la société dispose d'une large réserve de surtravail, que les classes ou couches dominantes se sentent sûres de l'avenir et que les classes opprimées sont inconscientes de l'oppression qu'elles subissent, les maîtres peuvent se permettre le risque non seulement de tolérer une démocratie politique formelle mais encore d'améliorer quelque peu les conditions d'existence de tout le monde sans provoquer des appétits excessifs. Mais lorsque la société subit une forte tension interne et externe, que les couches dominantes, pour des raisons historiques diverses, doivent réduire la majorité du peuple à la portion congrue, et que les masses ne sont pas prêtes à tolérer pareille transformation, les maîtres sont obligés d'imposer une dictature de fer à toute la société, quelquefois même à leurs propres complices. L'autocratie d'un sauveur suprême les sauvegarde contre la perte de leurs privilèges.

Ce fut là l'origine de la dictature stalinienne — devant laquelle des bureaucrates individuels tremblaient autant que les ouvriers et les paysans. Mais la mort du dictateur ne laissait pas intactes les conditions de la dictature. Un immense soupir de soulagement traversa le pays. Toutes les couches de la population se dirent: « Plus jamais ça », — à commencer par les bureaucrates eux-mêmes. Aucun des lieutenants de Staline ne disposait des fils nécessaires pour concentrer le pouvoir dans ses mains. La tentative des uns de les rassembler sur un plan purement technique (Beria), des autres de l'obtenir par voie d'un plébiscite en faveur d'une politique plus populaire (Malenkov), échouèrent. Il n'y avait pas d'autre issue qu'une « direction collective », celle du Presidium d'abord, celle du Comité Central ensuite.

Mais devant la pression unanime du peuple, l'équipe au pouvoir ne disposait pas des ressources suffisantes pour maintenir la terreur. Celle-ci dut être relâchée. Toutes les couches de la population devenaient alors articulées. Chacun se mit à parler pour soi et tous parlèrent ensemble.

Des voix étouffées depuis 20 ans furent brusquement entendues. « Nous réclamons une meilleure nourriture, plus de vêtements, plus de logements; nous réclamons un confort moderne », crièrent des millions de consommateurs. « Il faut mettre fin à la subordination de la littérature, de l'art et de la science à d'ignorants bureaucrates de service », ripostèrent des milliers d'intellectuels. « Libérez nos prisonniers injustement internés », demandèrent des millions de familles. « Plus de peines de travail forcé ou de prison, plus d'amendes pour des « infractions à la discipline du travail », exigèrent des millions de travailleurs. « Finie la peur de perdre sa place ou d'être exécuté sans raison valable », crièrent des milliers de bureaucrates.

Si forte fut cette pression, que le régime bureaucratique chancela sur ses bases; on le vit les 16-17 juin 1953 en Allemagne orientale; on le vit dans les grèves de Vorkouta, les premières depuis 20 ans. On le constata plus tard dans les événements de Pologne et de Hongrie, dans les grèves du Donbas, de Kiev, de Léninegrad et de Moscou. Entourés d'une opposition universelle, les chefs de la bureaucratie devaient lâcher du lest. Ils essayaient de satisfaire d'abord les revendications les plus immédiates. La toute-puissance du Guépéou fut abolie après la chute de Beria; des millions de déportés furent libérés; une partie